

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2005 - 014
relative à l'adoption

EXPOSE DES MOTIFS

Dans son préambule, la Constitution malagasy considère les conventions relatives aux droits de l'enfant comme faisant partie intégrante du droit positif ; l'article 21 prévoit également dans ses dispositions que l'Etat assure la protection de la famille pour son libre épanouissement ainsi que celle de la mère et de l'enfant par une législation et par des institutions sociales appropriées.

En outre, la Convention de la Haye sur la coopération et la protection des enfants en matière d'adoption internationale, dans son préambule, tout comme la Convention relative aux droits des enfants rappelle le droit de chaque enfant de vivre dans une famille où il peut s'épanouir dans un climat d'amour et de compréhension conformément à la culture malagasy qui prime la notion de famille tout en prônant l'intérêt supérieur de l'enfant.

Ainsi, la présente Loi relative à l'adoption s'inscrit dans le cadre de la mise en conformité de la législation malagasy avec les instruments internationaux ; en effet, la Loi n° 63-022 du 20 novembre 1963 sur la filiation, l'adoption, le rejet et la tutelle étant très ancienne, il est nécessaire de la réactualiser et de la mettre en conformité avec le contexte actuel.

La Convention de la Haye sur la coopération et la protection des enfants en matière d'adoption internationale rappelle également qu'il faut offrir un appui approprié à la famille d'origine de l'enfant afin qu'elle puisse assumer ses responsabilités envers l'enfant, qu'il faut s'assurer que l'enfant est adoptable, qu'il peut être placé ou adopté par une famille dans son propre pays et dans le cas contraire, vérifier si une adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant, dispositions qui ont été prises en considération par la nouvelle Loi.

Par ailleurs, au vue de sa ratification, un atelier organisé conjointement par le Ministère de la Justice et le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et des Loisirs s'est tenu à Antsirabe avec la participation des différents acteurs concernés avec pour objectifs de réviser la procédure d'adoption et de

permettre aux participants de réfléchir ensemble sur les problèmes de trafic et de vente d'enfants et, de trouver les solutions éventuelles.

Ainsi, la présente Loi tend à réviser les règles relatives à l'adoption de façon générale et à mettre en évidence la procédure en matière d'adoption internationale sur la base des résolutions prises lors de l'atelier et de la réalité malagasy.

Tel est l'objet de la présente Loi.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2005 - 014
relative à l'adoption

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté en leur séance respective en date du 13 juin 2005 et du 19 juillet 2005, la Loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GENERALES

Article premier.- La présente Loi a pour objet de régir l'adoption simple et l'adoption plénière tant nationale qu'internationale.

Article 2.- Pour l'application de la présente Loi :

Un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de 18 ans.

L'adoption est une institution qui crée un lien juridique de filiation ou de parenté entre deux personnes, l'adoptant et l'adopté.

L'adoption nationale s'entend de l'adoption d'une personne de nationalité malagasy par deux époux de nationalité malagasy, résidant à Madagascar en cas d'adoption plénière.

L'adoption internationale s'entend de l'adoption d'un enfant par deux époux de nationalité étrangère ou résidant habituellement dans un Etat étranger.

La famille d'origine est constituée par les parents biologiques de l'enfant.

La famille élargie est constituée par l'ensemble des parents et alliés, proches ou lointains, de l'enfant.

La famille de substitution est celle qui remplace la famille d'origine dans l'accomplissement de l'une ou plusieurs de ses fonctions.

La réintégration familiale signifie le retour permanent d'un enfant dans sa

famille d'origine.

Un centre d'accueil agréé est une des institutions agréées par l'Etat malagasy qui peut recueillir les enfants en besoin de protection.

L'autorité centrale est celle désignée par l'Etat chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention de la Haye sur la coopération et la protection des enfants en matière d'adoption internationale du 29 mai 1993.

L'apparement est le moment où l'autorité centrale propose officiellement l'enfant aux futurs parents.

Article 3.- Tout enfant bénéficie des mêmes droits sans distinction aucune, indépendamment de toute considération fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, l'origine nationale, ethnique ou sociale, l'incapacité, la situation de fortune, la naissance ou toute autre situation.

Article 4.- Dans toute décision concernant l'enfant, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération primordiale.

Article 5.- Pour les personnes de nationalité étrangère, leur statut personnel est régi par leur loi nationale.

Article 6.- Toutes les autorités doivent veiller à ce que l'enfant, capable de discernement soit consulté et qu'il ait le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, l'opinion de l'enfant étant dûment prise en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

Dans toute procédure d'adoption, tout enfant capable de discernement doit être informé des effets de l'adoption.

Article 7.- L'enfant a le droit de grandir au sein de sa famille d'origine. Si celle-ci ne peut assurer son rôle d'éducateur naturel de l'enfant, l'Etat Malagasy par le biais des services sociaux a l'obligation et le devoir de soutenir la famille pour qu'elle soit apte à prendre en charge l'enfant.

Article 8.- A défaut de famille d'origine, l'enfant est placé de préférence dans la famille élargie.

Article 9.- L'enfant peut être confié à un membre de la famille élargie pendant un délai fixé par Ordonnance du juge des enfants qui ne peut excéder

un an dans l'un des cas suivants :

- si son développement ne peut plus être assuré dans sa famille d'origine ;
- s'il est retiré de sa famille d'origine ;
- s'il n'a plus sa famille d'origine.

Toutefois, le placement provisoire peut être renouvelé ou devenir définitif par décision motivée selon l'intérêt supérieur de l'enfant.

Article 10.- Si l'enfant a encore sa famille d'origine, la période fixée par le juge des enfants est mise à profit par les services sociaux en vue d'une réintégration familiale tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Article 11.- A défaut de famille d'origine ou élargie, un enfant peut être confié à une famille de substitution par Ordonnance du juge des enfants conformément à la législation en vigueur.

Les dispositions de l'article 9 sont applicables à l'article 11.

Article 12.- En dehors de toute alternative familiale, l'enfant est placé dans une institution agréée y compris le centre d'accueil, en vertu d'une ordonnance de garde provisoire rendue par le juge des enfants sur requête des services sociaux ou en cas d'urgence par la police ou la gendarmerie ou le Ministère Public.

La durée de l'ordonnance de garde provisoire rendue par le juge des enfants est la même que celle fixée par l'article 9.

L'octroi d'agrément d'une institution y compris d'un centre d'accueil est fixé décret.

Article 13.- Le placement en institution y compris dans un centre d'accueil pour un enfant privé de tout milieu familial est une mesure provisoire. Il a pour but de préparer l'intégration de l'enfant au sein d'une famille de substitution.

Article 14.- Toute décision de placement d'un enfant doit faire l'objet d'un examen périodique de toute circonstance relative à son placement par le juge des enfants. Ledit examen doit avoir lieu au moins tous les 6 mois.

Article 15.- Nul ne peut tirer des gains matériels et/ou financiers ou tout autre bénéfice ou avantage, indus en raison d'une intervention à l'occasion d'un

placement dans une institution agréée ou durant une procédure d'adoption sous peine de travaux forcés à temps.

TITRE II DE L'ADOPTION

Article 16.- Il y a deux formes d'adoption: l'adoption simple et l'adoption plénière.

L'adoption simple d'un enfant est toujours nationale.

L'adoption simple d'un adulte peut être nationale ou internationale.

L'adoption plénière d'un enfant peut être nationale ou internationale.

Article 17.- L'adoption figure parmi les mesures de protection envisageables pour un enfant privé de famille.

Chapitre premier De l'Adoption simple

Section I Des conditions

Article 18.- L'adoption simple est un acte juridique destiné, soit à créer entre deux personnes étrangères l'une à l'autre un lien de parenté fictive, soit à resserrer entre deux personnes d'une même famille le lien de parenté ou d'alliance déjà existant.

Article 19.- Cette adoption n'est permise qu'aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, âgées d'au moins de vingt et un ans.

Article 20.- Toute personne, enfant ou adulte, peut faire l'objet d'une adoption simple.

Article 21.- Si l'adopté est un enfant et lorsque sa filiation est établie à l'égard de son père et de sa mère, ceux-ci doivent consentir l'un et l'autre à l'adoption sans qu'il y ait lieu de faire la distinction entre enfant légitime et enfant naturel.

Lorsque la filiation n'est établie qu'à l'égard de la mère, son consentement suffit.

Article 22.- Lorsque l'un des parents est décédé ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit.

S'ils sont tous deux décédés ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, le consentement de la personne qui, selon la loi, les coutumes ou les usages, exerce l'autorité sur l'enfant suffit.

Article 23.- L'adoption simple doit faire l'objet d'une déclaration devant l'officier d'état civil de la résidence habituelle de l'adoptant conformément aux articles 3 et 36 de la Loi n° 61-025 du 9 octobre 1961 relative aux actes d'état civil.

Article 24.- La déclaration est faite par l'adoptant en présence de l'adopté s'il a plus de dix ans, de deux témoins âgés d'au moins 21 ans choisis de préférence parmi les membres de la famille de l'adopté et, de la personne dont le consentement est requis, à moins que celle-ci ne l'ait donné par acte authentique ou authentifié.

Section II Des effets

Article 25.- L'adoption simple ne rompt pas les liens avec la famille d'origine.

L'adopté y conserve tous ses droits notamment ses droits héréditaires et reste tenu de toutes ses obligations.

Toutefois, l'autorité parentale à laquelle il est soumis selon la loi, les coutumes ou les usages, peut être déléguée à l'adoptant par celui ou ceux qui la détiennent.

Article 26.- L'adoption simple crée à la charge de l'adoptant et au profit de l'adopté une obligation d'aliment, d'entretien et d'assistance. Cependant, l'adoptant n'est tenu de les fournir que si l'adopté ne peut l'obtenir de sa famille d'origine.

Lorsque l'adopté est/ou devient majeur, l'obligation est réciproque.

Article 27.- Les droits successoraux de l'adopté et de l'adoptant national sont déterminés par les dispositions de la Loi n° 68-012 du 4 juillet 1968 relative aux successions, testaments et donations.

Article 28.- L'adoption simple ne peut être révoquée ou annulée que pour des motifs graves dûment appréciés par l'autorité judiciaire compétente.

Article 29.- La nullité de l'adoption pour une inobservation des règles de fond ou de forme peut être poursuivie suivant les règles de procédure de droit commun, par les parties elles-mêmes, par toute personne qui y a intérêt et, par le ministère public.

Néanmoins, la nullité pour défaut de consentement peut être couverte par la confirmation.

Chapitre II De l'adoption plénière

Article 30.- L'adoption plénière est une institution juridique ayant pour objet de créer entre deux personnes, l'adoptant et l'adopté, un lien de filiation conférant à ce dernier la qualité d'enfant légitime.

L'adoption plénière est prononcée par décision judiciaire.

Article 31.- Toute demande d'adoption plénière, qu'elle soit nationale ou internationale, doit obligatoirement passer par l'autorité centrale malagasy qui sera désignée par décret pris en Conseil du Gouvernement.

Article 32.- L'adoption internationale n'est permise que si, après avoir dûment examiné les possibilités de placement national ou d'adoption nationale, elle répond à l'intérêt supérieur de l'enfant.

Section I Des conditions relatives à l'adoptant

Article 33.- L'adoption plénière n'est permise qu'aux époux hétérosexuels dont l'un est âgé d'au moins trente ans, qui au jour de l'adoption, ont au plus trois enfants vivants à charge, quand bien même l'un d'eux n'est que simplement conçu au sens de l'article 8 de la Loi n° 63-022 du 20 novembre 1963 sur la filiation, le rejet et la tutelle.

Article 34.- L'adoption doit être faite conjointement.

Nul ne peut adopter plus de trois enfants.

Article 35.- L'adoption internationale n'est permise qu'aux époux dont la loi nationale reconnaît l'institution de l'adoption plénière.

Les demandeurs à l'adoption internationale doivent remplir les conditions de fond exigées par leur loi nationale.

Section II

Des conditions relatives à l'adopté

Article 36.- Peuvent seuls faire l'objet d'une adoption plénière, à la condition toutefois d'être âgés de moins de douze ans :

- les enfants déjà rattachés par un lien de parenté ou d'alliance à l'un des époux ;
- les enfants remis volontairement par les parents biologiques dans une institution agréée y compris un centre d'accueil ;
- les enfants abandonnés ou dont les pères et mères sont inconnus ou décédés.

Article 37.- L'adoption plénière internationale d'un enfant placé dans une institution y compris un centre d'accueil agréé n'est ouverte qu'aux enfants inscrits sur la liste des enfants adoptables auprès de l'autorité centrale.

Article 38.- Peuvent être placés dans une institution agréée y compris un centre d'accueil :

- les enfants déclarés abandonnés selon la procédure prévue à l'article 39 ;
- les enfants en danger remis auprès de ladite institution, sur ordonnance de garde provisoire du juge des enfants à la demande des parents ou de la personne qui, selon la loi, les coutumes ou les usages, exerce l'autorité sur eux et dont le consentement a été valablement recueilli.

Tout enfant confié à une institution agréée y compris un centre d'accueil n'est réputé adoptable que dans les conditions prévues à l'article 36 de la présente Loi.

Article 39.- Un enfant est déclaré abandonné par décision du juge des enfants.

Cette décision ne peut être rendue que sur présentation d'un procès-verbal d'enquête et d'un certificat de recherches infructueuses établis dans un délai de six mois au moins à compter de la saisine de l'officier de la police judiciaire.

Article 40.- Lorsque le juge des enfants déclare l'enfant abandonné, il délègue par la même décision les droits d'autorité parentale sur l'enfant au particulier ou au centre ou à l'institution qui a recueilli l'enfant ou à qui ce dernier a été confié.

Article 41.- Si l'enfant n'est pas abandonné ou si son père et sa mère sont encore en vie et connus, le consentement de l'un et de l'autre à l'adoption est requis.

Si l'un des père et mère est décédé ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit, après avis de la famille du parent décédé.

S'ils sont tous deux décédés ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, le consentement est donné par la personne qui, selon la loi, les coutumes ou les usages, exerce l'autorité sur l'enfant après avis du conseil de famille.

En cas de divergence, l'intérêt supérieur de l'enfant prime.

Article 42.- Le consentement à l'adoption est recueilli à l'issue d'une période de six mois à compter de l'obtention de l'ordonnance de garde provisoire. Pendant cette période, les personnes qui consentent à l'adoption sont conseillées, informées et préparées des conséquences éventuelles de leur consentement.

Le consentement à l'adoption par la mère ne peut être donné qu'après la naissance de l'enfant et par devant le Juge des enfants.

Ce dernier s'assure qu'il n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et sur la base d'une information éclairée.

Le consentement ainsi recueilli est constaté par Ordonnance dûment motivée.

Article 43.- La personne dont le consentement est requis, peut se

rétracter dans un délai de trois mois à compter de la date de l'ordonnance visée à l'article précédent dans les mêmes formes.

Article 44.- Si le consentement n'a pas fait l'objet de rétractation, l'institution agréée y compris le centre d'accueil établit le dossier de l'enfant. Ledit dossier est transmis à l'autorité centrale pour un rapport d'adoptabilité en vue de son inscription sur la liste des enfants adoptables.

CHAPITRE III **De la phase de l'adoption plénière**

Section I **De la phase administrative**

Article 45.- Toute demande d'adoption plénière nationale ou internationale doit être déposée auprès de l'autorité centrale.

La demande de postulants résidant à l'étranger souhaitant adopter un enfant malagasy doit être déposée auprès de l'autorité centrale du pays d'accueil.

La demande de postulants étranger résidant à Madagascar doit être déposée auprès de l'autorité centrale malagasy.

Article 46.- Le dossier de demande d'adoption de postulants doit contenir les pièces requises fixées par décret pris en Conseil de Gouvernement.

Article 47.- Toutes les correspondances portant sur l'adoption internationale se font exclusivement par la voie diplomatique entre l'autorité centrale du pays d'accueil et l'autorité centrale malagasy.

Article 48.- Dans toute procédure d'adoption internationale, l'autorité centrale du pays d'accueil envoie le dossier auprès du Ministère des Affaires Etrangères malagasy, par l'intermédiaire des représentants consulaires ou diplomatiques malagasy dans le pays d'accueil.

Article 49.- Le Ministère des Affaires Etrangères se charge de remettre le dossier de postulants à l'autorité centrale malagasy.

Article 50.- Une fois en possession du dossier, l'autorité centrale malagasy se charge de l'apparementement.

Article 51.- Après avis consultatif de la personne ou de l'institution agréée y compris le centre d'accueil à qui l'enfant a été confié, l'autorité

centrale transmet la proposition d'attribution de l'enfant à l'autorité centrale du pays d'accueil en vue de l'acceptation ou du refus des adoptants.

Le dossier concernant l'enfant est joint à la proposition.

La décision des adoptants doit parvenir à l'autorité centrale du pays d'accueil dans un délai de 6 mois à compter de la réception du dossier par les adoptants.

En cas d'acceptation, les adoptants envoient une requête pour être jointe au dossier.

Article 52.- Après acceptation des adoptants, l'autorité centrale du pays d'accueil transmet le dossier à l'autorité centrale malagasy pour continuation de la procédure.

En cas de refus, le dossier doit être retourné auprès de l'autorité centrale malagasy dans le délai imparti dans l'article précédent.

Article 53.- En cas d'acceptation par les adoptants, l'autorité centrale malagasy doit émettre un avis motivé dans le délai de deux mois pour compter de la date de réception du dossier.

Article 54.- L'autorité centrale malagasy transmet immédiatement le dossier de la procédure d'adoption au Président du Tribunal de Première Instance du lieu de la résidence de l'enfant pour la phase judiciaire.

Section II De la phase judiciaire

Article 55.- Le dossier est enrôlé à la première audience utile.

Article 56.- Une période probatoire d'un mois est accordée aux adoptants par ordonnance du Président du Tribunal compétent ou par un Juge par lui délégué pour se familiariser avec l'enfant.

Au cours de cette période, obligation leur est faite de comparaître devant le Tribunal avec l'enfant à adopter à la date fixée par le Juge.

Article 57.- Les adoptants peuvent se rétracter pendant toute la période probatoire.

Cette décision est constatée par ordonnance du Juge.

Article 58.- Le dossier de la procédure d'adoption est communiqué au Ministère Public lequel doit prendre ses requisitions dans un délai de 3 jours de la réception du dossier.

Article 59.- La cause est instruite en la forme ordinaire et débattue en chambre de conseil dans le respect des dispositions de l'article 6 ci-dessus.

Le jugement est rendu en audience publique.

La notification doit être faite dans les 5 jours du prononcé du jugement.

Article 60.- Les voies de recours sont ouvertes aux parties à l'exception de l'opposition.

Article 61.- Si l'un des époux décède en cours d'instance, le conjoint survivant ne peut plus continuer la procédure.

Article 62.- La constitution de conseil est facultative et aux frais de l'adoptant.

Article 63.- La sortie de l'enfant du territoire de la République de Madagascar ne peut avoir lieu qu'une fois la décision devenue définitive.

Article 64.- Pour couvrir les frais et dépenses, la contribution financière des adoptants sera déterminée par décret pris en Conseil du Gouvernement.

Article 65.- Copie de la décision prononçant l'adoption plénière est transmise pour transcription dans le registre d'état civil du lieu de naissance de l'enfant.

Une fois l'adoption acquise, l'enfant doit être muni d'un extrait d'acte de naissance mentionnant l'adoption, d'un passeport, des visas et documents nécessaires à son transport.

Section III Des effets de l'adoption plénière

Article 66.- L'adoption plénière n'est opposable au tiers qu'au jour de la transcription de la décision d'adoption dans le registre d'état civil du lieu de naissance de l'enfant.

Article 67.- La décision d'adoption internationale rendue à Madagascar est reconnue de plein droit par les autres Etats qui ont ratifié la Convention de

la Haye sur la coopération et la protection des enfants en matière d'adoption internationale du 29 mai 1993.

Un certificat de conformité est délivré par l'autorité centrale après expiration des délais de recours.

Article 68.- L'adoption plénière est irrévocable.

Article 69.- L'adoption plénière, nationale ou internationale, emporte rupture de tous liens entre l'adopté et sa famille d'origine et confère à l'adopté le statut d'enfant légitime au sein de sa famille adoptive.

Toutefois, l'adoption plénière d'un enfant du conjoint laisse subsister la filiation d'origine à l'égard de ce conjoint.

Article 70.- Les parents adoptifs sont tenus de toutes les obligations parentales vis-à-vis de l'enfant adopté.

Article 71.- Les époux résidant hors du territoire malagasy ayant adopté un enfant à Madagascar sont tenus d'envoyer, tous les six mois pendant la première année et annuellement pour les années suivantes, un rapport relatif à l'intégration de l'enfant jusqu'à sa majorité.

Le rapport établi en double exemplaire est remis à l'autorité centrale du pays d'accueil qui se charge de l'envoyer à l'autorité centrale malagasy.

Le double est remis à l'institution agréée y compris le centre d'accueil d'où est issu l'enfant.

Article 72.- Par suite d'un accord de coopération entre l'autorité centrale du pays d'accueil et l'autorité centrale malagasy, l'autorité centrale du pays d'accueil est également tenu de rédiger un rapport sur l'intégration de l'enfant dans son nouvel environnement familial et social et de l'envoyer à l'autorité centrale malagasy, pour la même fréquence que celle prévue à l'article 71, dès l'année de l'adoption et jusqu'à l'âge de la majorité.

Article 73.- Une banque de données sur les informations concernant l'origine des enfants est mise en place au niveau de l'autorité centrale et du Ministère chargé de l'Intérieur. Ces informations sont confidentielles.

Seuls l'intéressé et ses descendants peuvent y avoir accès sur demande.

TITRE III DISPOSITIONS FINALES

Article 74.- Des textes réglementaires seront pris en tant que de besoin en application de la présente Loi.

Article 75.- Toutes dispositions contraires à la présente Loi sont et demeurent abrogées, notamment les articles 51 à 78 de la Loi n° 63-022 du 20 novembre 1963 sur la filiation, l'adoption, le rejet et la tutelle.

Article 76.- La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République de Madagascar.

Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 19 juillet 2005

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE PRESIDENT DU SENAT,

**LAHINIRIKO Jean
RAJEMISON**

RAKOTOMAHARO

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE PRESIDENT

à

Monsieur LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR
ANTANANARIVO

N° _____ -AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

Monsieur le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

En vue de l'application des dispositions de l'article 57 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous transmettre, aux fins de promulgation, un exemplaire de la :

- LOI n° 2005 - 014 relative à l'adoption,

que l'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptée, lors des séances plénières respectivement en date du 13 juin 2005 et du 19 juillet 2005, en vertu de l'article 86 alinéa 2 de la Constitution.

Veillez recevoir, Monsieur le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, l'expression de ma très haute considération.

LAHINIRIKO Jean

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE PRESIDENT

à

Monsieur LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

ANTANANARIVO

N° _____ -AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

Monsieur le PREMIER MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, un exemplaire de la :

- LOI n° 2005 - 014 relative à l'adoption,

que l'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptée, lors des séances plénières respectivement en date du 13 juin 2005 et du 19 juillet 2005, en vertu de l'article 86 alinéa 2 de la Constitution.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

LAHINIRIKO Jean

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE PRESIDENT

à

**Monsieur LE PRESIDENT DE LA HAUTE COUR
CONSTITUTIONNELLE**

ANTANANARIVO

N° _____ -AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

Monsieur le PRESIDENT,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, pour information,
un exemplaire de la :

- LOI n° 2005 - 014 relative à l'adoption,

que l'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptée, lors des séances plénières respectivement en date du 13 juin 2005 et du 19 juillet 2005, en vertu de l'article 86 alinéa 2 de la Constitution.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

LAHINIRIKO Jean

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE PRESIDENT

à

Monsieur le PRESIDENT DU SENAT
ANTANANARIVO

N° _____ -AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

Monsieur le PRESIDENT,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, pour information, un exemplaire de la :

- LOI n° 2005 - 014 relative à l'adoption,

que l'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptée, lors des séances plénières respectivement en date du 13 juin 2005 et du 19 juillet 2005, en vertu de l'article 86 alinéa 2 de la Constitution.

Veillez recevoir, Monsieur le PRESIDENT, l'expression de ma haute considération.

LAHINIRIKO Jean

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE SECRETAIRE GENERAL

à

**MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DE
LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

-ANTANANARIVO-

N° _____ **-AN/Q2/SG/DL.4**

Antananarivo, le

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
LOI n° 2005 - 014 relative à l'adoption.....	10 ex	"En vue des formalités de promulgation prévues par l'article 57 de la Constitution"

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE SECRETAIRE GENERAL

à

**MONSIEUR LE GREFFIER EN CHEF DE
LA HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE**

-ANTANANARIVO-

N° _____ -AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
LOI n° 2005 - 014 relative à l'adoption.....	02 ex	"Pour information"

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE SECRETAIRE GENERAL

à

**MADAME LE SECRETAIRE GENERAL
 DU GOUVERNEMENT**

ANTANANARIVO

N° _____-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
LOI n° 2005 - 014 relative à l'adoption.....	05 ex	"Pour information"

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LE SECRETAIRE GENERAL

à

**MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL
DU SENAT**

ANTANANARIVO

N° _____-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
LOI n° 2005 - 014 relative à l'adoption.....	02 ex	"Pour information"

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA 008/2005 tamin'ny 25 may 2005
momba ny fananganan-jaza

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ity Volavolan-dalàna momba ny fananganan-jaza ity dia voasoritra ao anatin'ny fandrindrana ny lalàna malagasy amin'ireo fitaovana iraisam-pirenena, indrindra ny Fifanarahana tao La Haye momba ny fiaraha-miasa sy fiarovana ny zaza amin'ny fananganana iraisam-pirenena.

Io Fifanarahana io, toy ny Fifanarahana mikasika ny zon'ny zaza dia mampahatsiahy, ao amin'ny sava-ranonando, ny zon'ny zaza tsirairay hiaina ao anatin'ny fianakaviana mba ahafahany mivelatra ao anatin'ny fitiavana sy fifankazahoana.

Ny Fifanarahana tao La Haye momba ny fiaraha-miasa sy fiarovana ny zaza amin'ny fananganana iraisam-pirenena dia mampahatsiahy ihany koa ny tokony hanomezana fanampiana sahaza ny fianakaviana niandohan'ny zaza mba ahafahany mandray ny andraikiny eo amin'ilay zaza, ny tokony ahazoana antoka fa azo atsangana ilay zaza ary raha tsy izany dia tokony hohamarinina tsara fa mamaly ny tombotsoa ambonin'ilay zaza ny fananganana iraisam-pirenena.

Manoloana ny fankatoavana io fifanarahana io, dia nisy atrik'asa niarahan'ny Minisiteran'ny Fitsarana sy ny Minisiteran'ny Mponina, ny Fiahiana ara-tsosialy sy ny Fialam-boly nanomana izay natao tao Antsirabe ary niarahana ihany koa tamin'ireo mpandray anjara samihafa voakasika ka ny tanjona tamin'izany dia ny fanamboarana ny paik'ady arahina amin'ny fananganana ary koa ampifandrindrana ny lalàna malagasy manan-kery amin'ny Fifanarahana tany La Haye.

Natao ihany koa io atrikasa io mba ahafahan'ny mpandray anjara mieritreritra miaraka ny mikasika ny olana eo amin'ny fanondranana antsokosoko sy ny fivarotana zaza ary mba ahafahana mahita ny vahaolana mifandraika amin'izany.

Araka izany, ity lalàna ity dia natao hanamboarana ny fitsipika mifehy ny fananganana amin'ny ankapobeny ary mba hametrahana mazava ny paikady arahina amin'ny fananganan-jaza iraisam-pirenena avy amin'ny fanarahana ny fanapahan-kevitra noraisina sy ireo rijan-teny iraisam-pirenena izay nankatoavin'i Madagasikara.

Ity volavolan-dalàna ity izay misy andininy 76 dia ahitana lohateny 3 ;

Ny LOHATENY VOALOHANY izay ahitana andininy 15 dia mikasika ny fepetra ankapobeny. Ireo fenitra ankapobeny momba ny fiarovana ny zaza mantsy dia noraisina ao indrindra ny tsy fanavakavahana, ny fitandroana ny tombontsoa ambony sy ny taona ahafahan'ny zaza mandanjalanja. Misy ihany koa teny voafaritra ao.

Ao ihany koa no ahitana ny fanomezana laharam-pahamehana ny fianakaviana niandohana na ny fianakaviam-be, tsy tokony hitady solon'ny fianakaviana raha tsy hita fa tsy afaka hiahy ilay zaza izy na koa tsy misy mihitsy.

Ankoatra izany, ny andininy faha-15 dia milaza fa ny fandraisana vola tsy ara-drariny dia maha-voasazy hiasa an-terivozona voafetra.

Ny LOHATENY FAHAROA izay misy andininy 58 dia mikasika ny paikady arahina amin'ny fananganana.

Misy toko 3 izy io :

Ny toko voalohany dia misy sokajy 2 izay mikasika ny fananganana tsotra.

Ny sokajy voalohany izay ahitana andininy 7 (and.18 - 24) dia mikasika ny fepetra fananganana tsotra ary ny sokajy faharoa izay misy andininy 5 (and.25 - 29) dia mikasika ny vokany.

Ny toko faharoa kosa izay misy sokajy roa dia mikasika ny fananganana feno.

Ity Volavolan-dalàna ity dia mitondra zava-baovao. Araka izany tokoa, araka ny paikady, ny fangatahana fananganana feno rehetra na eto an-toerana izany na iraisam-pirenena dia tokony voamariky ny manampahefana ivony, ary misy ihany koa fe-potoana tsy maintsy arahina ary fepetra tokony ho fenoin'ny mpanangana sy ny atsongana.

Ny sokajy voalohany izay misy andininy 3 (and.33 - 35) dia momba ny

fepetra mikasika ny mpanangana.

Ny sokajy faharoa izay ahitana andininy 9 (and.36 - 44) dia momba ny fepetra mikasika ny atsongana.. Ity volavolan-dalana ity mantsy dia ahitana ny fepetra rehetra tokony ananan'ny zaza apetraka any amin'ny akany fiahiana zaza nahazo alalana na koa eo anivon'ny fianakaviana mba ahafahana manangana azy. Amin'ny lafin-javatra rehetra, ny fotokevitra izay tsy maintsy avoitra dia ny fanaovana ny fananganana eto an-toerana ho fenitra.

Ny toko fahatelo misy ny sokajy 3 dia mikasika ny paik'ady arahina amin'ny fananganana feno ;

Ny sokajy voalohany dia misy andininy 10 (and.45 - 54) dia mikasika ny paikady arahina amin'ny dingana ara-pitondran-draharaha izany hoe eo anoloan'ny manampahefana ivony.

Ny paikady ara-pitsarana tokony arahina dia voatondro ao anatin'ny sokajy faharoa misy andininy 11 (and.55 - 65).

Ny sokajy fahatelo kosa izay mikasika ny vokatry ny fananganana feno ary misy andininy 8 (and.66 - 73), dia mamaritra fa ny fananganana feno dia manome ho an'ilay zaza ny satan'ny zaza nateraka; tsy azo tsoahana ny fananganana feno. Ankoatra izay, ny fananganan-jaza iraisam-pirenena notononina ara-dalana teto Madagasikara dia ekena tanteraka ho ara-dalana any amin'ireo Firenena nankato ny Fifanarahana tao La Haye.

Ity Volavolan-dalana ity dia mikendry ihany koa paikady fanaraha-maso ny mikasika ireo zaza natsangana tamin'ny fomba iraisam-pirenena.

Ny LOHATENY FAHATELO kosa dia mikasika ny fepetra farany.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA- 008/2005 tamin'ny 25 mai 2005
momba ny fanaganan-jaza

Nolanian'ny Antenimierampirenena tamin'ny fivoriana izay nataony ny faha-....., izao Volavolan-dalàna manaraka izao :

LOHATENY VOALOHANY
FEPETRA ANKAPOBENY

Andininy voalohany- Ny votoatin'ity lalàna ity dia ny hifehy ny fanaganan-jaza tsotra sy ny fanaganan-jaza feno na eto an-toerana na iraisam-pirenena.

And. 2- Mba ho fampiharana ity lalàna ity :

Ny atao hoe zaza dia ny olona rehetra latsaka ny 18 taona.

Ny fanaganan-jaza dia rafitra izay miteraka fifamatorana araka ny lalàna fananahana na rohim-pihavanana eo amin'olon-droa, ny mpanangana sy ny natsangana.

Ny fanaganan-jaza eto an-toerana dia fanaganana olona tera-tany malagasy nataon'olon-tokana na mpivady samy tera-tany Malagasy.

Ny fanaganan-jaza iraisam-pirenena dia fanaganana zaza ataon'olon-tokana na mpivady tsy tera-tany Malagasy na mitoetra any amin'ny firenena hafa.

Ny fianakaviana niandohana dia ireo ray aman-dreny niteraka ny zaza.

Ny fianakaviambe dia ny fitambaran'ireo ray aman-dreny sy ny fianakaviana akaiky na lavitra ny zaza.

Ny solon'ny fianakaviana dia izay misolo toerana ny fianakaviana niandohana amin'ny fanatanterahana ny iray na maromaro amin'ny andraikiny.

Ny famerenana eo anivon'ny fianakaviana dia midika ny fiverenan'ny

zaza tanteraka ao amin'ny fianakaviana niandohana.

Ny akany fiahiana zaza nahazo alalana dia iray amin'ireo rafitra nahazo halalana tamin'ny fanjakana Malagasy izay afaka mandray ireo zaza mila fiarovana.

Ny manampahefana ivony dia izay tendren'ny fanjakana voatokana hanatanteraka ny andraikitra nodidian'ny fifanarahana iraisam-pirenena natao tao La Haye momba ny fifanarahana sy ny fiarovana ny zaza amin'ny fananganan-jaza iraisam-pirenena tamin'ny 29 mai 1993.

Ny fanolorana ray aman-dreny dia vanim-potoana izay anoloran'ny manampahefana ivony amin'ny fomba ofisialy zaza ho an'ny izay ho ray aman-dreny.

And. 3- Ny zaza rehetra dia miara mizaka ny zo tsy misy fanavahana, ary izany dia tsy miankina amin'ny fijerena ny firazanana, ny volon-koditra, ny maha vavy na lahy, ny fitenenana, ny finoana, ny firehana ara-politika, na hafan'ny zaza na ny ray aman-dreniny na ny mpiahy azy ara-pitsarana, ny fiaviana ara-pirenena, ara-pirazanana na ara-tsosialy, ny tsy fahafahana mizaka zo, na ara-toe-panana, ny fahaterahana na toe-javatra hafa.

And. 4- Amin'ny fanapahan-kevitra rehetra mikasika ny zaza, ny maha ambony ny tombontsoan'ny zaza no tsy maintsy tandrovina voalohany indrindra.

And. 5- Ho an'ireo olona mizaka ny zom-pirenena vahiny, dia ny lalàm-pirenena misy eo aminy avy no mifehy ny sata manokan'izy ireo.

And. 6- Ny manampahefana rehetra dia tokony hitandro lalandava mba ho henoina sy omena zo haneho ny heviny malalaka ny zaza afaka mamakafaka mikasika ireo toe-javatra momba azy, ary omen-danja izany hevitra ny zaza izany araka ny taonany sy ny fahamatorany.

Ao anatin'ny paikadin'ny fananganan-jaza, ny zaza rehetra afaka mamakafaka dia tsy maintsy ampahafantarina ny vokatr'izany fananganan-jaza izany.

And. 7- Manana zo hitombo eo anivon'ny fianakaviana niandohany ny zaza. Raha tsy mahatontosa ny andraikiny amin'ny maha mpiahy voajanahary ny zaza izy dia adidy sy andraikitra ny Fanjakana Malagasy ny manampy ny fianakaviana mba ho afaka handray an-tanana ny zanany izy ary izany dia atao amin'ny alalàn'ireo sampandraharaha sosialy.

And. 8- Raha tsy misy ny fianakaviana niandohana dia tsara ny hametrahana ny zaza any amin'ny fianakaviambe.

And. 9- Azo atao ny mametraka ny zaza any amin'ny olona iray ao amin'ny fianakaviambe mandritra ny fe-potoana nofaritan'ny didy navoakan'ny Mpitsara ny ankizy izay tsy mihoatra ny iray taona araka ny iray amin'ny toedraharaha voalaza manaraka eto :

- raha toa ny fanabeazana azy ka tsy voasahan'ny fianakaviana niandohany intsony ;
- raha toa ka nesorina tao amin'ny fianakaviana niandohany ilay zaza ;
- raha toa ka tsy manana fianakaviana niandohany intsony ilay zaza.

Na izany aza, ny fametrahana vonjimaika dia azo havaozina na miova ho maharitra araka ny fanapahan-kevitra nasiana antony araka ny maha ambony ny tombontsoan'ny zaza.

And. 10- Raha toa ka mbola manana ny fianakaviana niandohany ny zaza, ny fe-potoana noferan'ny Mpitsara ny ankizy dia trandrahan'ny sampan-draharaha sosialy mba hamerenana eo anivon'ny fianakaviany ny zaza ary izany dia mba ho fitsinjovana ny maha-ambony ny tombontsoan'ny zaza.

And. 11- Raha toa ka tsy misy fianakaviana niandohana na fianakaviambe, dia azo atao ny mametraka ny zaza any amin'ny fianakaviana solony amin'ny alalan'ny didin'ny Mpitsara ny ankizy mifanaraka tsara amin'ny lalàna manan-kery.

And. 12- Raha tsy misy ny hevitra hametrahana azy any amin'ny fianakaviana, dia apetraka any amin'ny rafitra nahazo alalana ny zaza anisan'izany ny akany fiahiana, araka ny didy fiahiana vonjimaika navoakan'ny Mpitsara ny ankizy araka ny fangatahan'ny sampan-draharaha sosialy na raha misy fahamaizana ny polisy na zandarimaria na ny fampanoavana.

Ny faharetan'ny didy fiahiana vonjimaika navoakan'ny Mpitsara ny ankizy dia mitovy amin'ny izay noferan'ny andininy faha 9.

Ny fanomezana alalana ny rafitra ao anatin'izany ny akany fiahiana dia ho feran'ny didim-panjakana.

And. 13- Ny fametrahana zaza tsy manana fianakaviana mpiahy any amin'ny rafitra ka anisan'izany ny akany fiahiana dia fepetra vonjimaika ihany. Izany no natao dia ny mba hanomana ny zaza hitoetra sy ho tamana tsara ao amin'ny fianakaviana solony.

And. 14- Izay fanapahan-kevitra rehetra noraisina mikasika fametrahana

zaza dia tsy maintsy hanaovan'ny Mpitsara ny ankizy fandinihana matetika ny toe-draharaha mifandraika amin'izany fametrahana izany. Io fandinihana io dia atao isaky ny enim-bolana raha kely indrindra.

And. 15- Tsy azon'iza n'iza atao ny mitaky zavatra na vola na tombontsoa hafa izay tsy tokony ho azo noho ny fametrahana zaza any amin'ny rafitra nahazo alalana na mandritra ny paikady anaovana ny fananganan-jaza. Saziana asa an-terivozona mandritra ny fotoana voafetra izay tratra manao izany.

LOHATENY II MOMBA NY FANANGANAN-JAZA

And. 16- Misy roa karazany ny fananganan-jaza : ny fananganan-jaza tsotra sy ny fananganan-jaza feno.

Ny fananganan-jaza tsotra dia tsy maintsy ataon'ny teratany malagasy.

Ny fananganana tsotra olon-dehibe dia azon'ny teratany malagasy na vahiny atao.

Ny fananganan-jaza feno dia azon'ny teratany malagasy na vahiny atao.

And. 17- Ny fananganan-jaza dia isan'ireo fepetra vinavinaina ho fiarovana ny zaza tsy manana fianakaviana.

TOKO VOALOHANY MOMBA NY FANANGANAN-JAZA TSOTRA

Sokajy I Momba ny fepetra

And. 18- Ny fananganan-jaza tsotra dia sora-panekena ara-pitsarana natao na hiteraka amin'olon-droa tsy mifankahalala, fatoram-pihavanana namboarina, na hanamafy ny fatoram-pihavanana na rohim-pihavanana efa misy amin'olon-droa ao anatin'ny fianakaviana iray.

And. 19- Ity fananganan-jaza ity dia tsy nekena afa-tsy ho an'ny olona lahy na vavy feno iraka amby roapolo taona raha kely indrindra.

And. 20- Ny olona rehetra na zaza na lehibe dia azo anaovana

fananganana tsotra.

And. 21- Raha zaza no atsangana ka voasoratra amin'ireo ray aman-dreniny izy dia tsy maintsy manome ny fankatoavany tsirairay avy izy ireo ary izany dia tsy anavahana na zaza teraka tao anatin'ny fanambadiana ara-dalàna na tsia.

Raha misoratra amin'ny reniny fotsiny ny zaza, dia ampy ny fankatoavana ataony.

And. 22- Raha toa ka maty ny iray amin'ireo ray aman-dreny na tsy afaka maneho ny heviny, ny fankatoavan'ny iray amin'izy ireo dia ampy.

Raha samy efa maty izy ireo na samy tsy afaka maneho ny heviny dia ny fankatoavan'izay olona manana fahefana amin'ilay zaza araka ny lalàna na ny fomba amam-panao dia ampy.

And. 23- Araka ny voalazan'ny andininy faha 3 sy faha 36 amin'ny lalàna laharana faha 61-025 tamin'ny 09 Oktobra 1961 mikasika ny sora-piankohonana, ny fananganan-jaza tsotra dia tsy maintsy anaovana fanambaràna fananganana eo anatrehan'ny mpiandraikitra ny sora-piankohonana ao amin'ny toeram-ponenana mahazatran'ny mpanangana.

And. 24- Ny fanambaràna dia ataon'ny mpanangana eo anatrehan'ny natsangana raha toa ka feno folo taona mihoatra izy, vavolombelona roa mihoatra ny 21 taona izay nofantenana raha mety tamin'ireo olona ao amin'ny fianakavian'ny mpanangana, sy eo anatrehan'ny olona izay nilaina ny fankatoavany, afa-tsy hoe, efa nomeny tamin'ny alalan'ny sora-tò na soratra notoavina izany.

Sokajy II ***Ny vokany***

And. 25- Tsy manapaka ny rohim-pihavanana amin'ny fianakaviana niandohana ny fananganan-jaza tsotra.

Mbola mizaka ireo zony ny natsangana indrindra indrindra ny zo handova ary mbola manatontosa ireo adidiny.

Na izany aza, ny fahefana maha-ray aman-dreny izay ahatra aminy araka ny lalàna, ny fomba amam-panao, dia azon'ny manana izany afindra amin'ny mpanangana.

And. 26- Ny fananganana tsotra dia miteraka ho andraikitra ny mpanangana sy tombotsoan'ny atsangana adidy ara-tsakafo, fikarakarana sy

fanohanana. Na izany aza tsy voatery hanome izany ny mpanangana raha tsy hoe tsy afaka mahazo izany avy amin'ny fianakaviana niandohany ny natsangana.

Raha toa ka feno taona na tonga taona ny natsangana, dia ifamaliana ny adidy aman'andraikitra.

And. 27- Ny fepetran'ny lalàna laharana faha 68-012 tamin'ny 4 jolay 1968 mikasika ny fandovàna, ny didim-pananana ary ny tolotra no mamaritra ny zom-pandovan'ny natsangana sy ny mpanangana tera-tany malagasy.

And. 28- Ny fananganan-jaza tsotra dia tsy azo fafàna na foanana raha tsy misy antony mavesa-danja voalanjalanja mazavan' ny manam-pahefana ara-pitsaràna mahefa.

And. 29- Ny fanafoanana ny fananganan-jaza noho ny tsy fanarahana ireo fitsipika mipaka amin'ny votoatin-draharaha na mikasika fombafomba dia azon'ireo voakasiky ny raharaha na izay manana tombontsoa amin'izany na ny fampanoavana atao, araka ireo fitsipika voalazan'ny paikady amin'ny lalàna fampihatra andavan'andro.

TOKO II

MOMBA NY FANANGANAN- JAZA FENO

And. 30- Ny fananganan-jaza feno dia rafitra ara-pitsarana iray izay miteraka amin'olon-droa, ny mpanangana sy ny atsangana, fifamatorana arapananahana manome an'ity farany ny fizakan-jon'ny zaza teraka ao anatin'ny fanambadiana ara-dalàna.

Ny fananganan-jaza feno dia avoaka amin'ny alalan'ny didim-pitsarana.

And. 31- Ny fananganan-jaza feno rehetra, na ny eto an-toerana na ny iraisam-pirenena dia tsy maintsy mandalo amin'ny manam-pahefana ivony malagasy izay ho tendren'ny didim-panjakana raisina eo am-pivorian'ny Governemanta.

And. 32- Ny fananganan-jaza feno iraisam-pirenena dia tsy azo atao: raha tsy aorian'ny fijerena mazava ireo fahafahana mametraka ny zaza eto an-toerana na fananganana eto an-toerana, ary mamaly ny maha-ambony ny tombontsoan'ny zaza.

Sokajy I
Ireo fepetra mikasika nympanangana

And. 33- Ny fananganan-jaza feno dia tsy azo ekena raha tsy ho an'ny olona lahy na vavy feno telopolo taona raha kely indrindra, izay manan-janaka velona telo iandraiketana raha be indrindra amin'ny andron'ny fananganana, na dia mbola an-kibon-dreniny aza ny iray amin'izy ireo araka ny hevitra ny andininy faha valo amin'ny lalàna laharana faha 63-022 tamin'ny 20 novambra 1963 mikasika ny fananahana, ny fandroahana ary ny fiandraiketana.

And. 34- Tsy misy azo atsangana afa-tsy ho an'olona iray na mpivady lahy sy vavy, ary amin'izany dia iarahan'izy mivady atao ny fananganana. Noho izany raha mahafeno ny taona takiana ny iray amin'izy ireo dia ampy.

Tsy azo atao ny manangana zaza mihoatra ny telo.

And. 35- Ny fananganan-jaza iraisam-pirenena dia tsy azo ekena afa-tsy ho an'ny olona izay mankatò ny rafitra ny fananganan-jaza feno ny lalam-pireneny.

Ireo mpangataka hanao fananganan-jaza iraisam-pirenena dia tsy maintsy mahafeno ireo fepetra mipaka amin'ny votoatin-draharaha takin'ny lalàna ao amin'ny fireneny.

Sokajy II ***Fepetra momba ny atsangana***

Art. 36- Ireto ihany ireo zaza azo anaovana fananganana feno raha toa ka latsaky ny 12 taona :

- ireo zaza manana rohim-pihavanana na fihavanana amin'ny mpanangana na amin'ny iray amin'izy ireo raha toa ka mpivady ireo hanao ny fananganana ;
- ireo zaza natolon'ireo ray aman-dreniny an-tsitra-po any amin'ireo rafitra nahazo alalana ka anisan'izany ny akany fiahiana ;
- ireo zaza tsy misy mpiahy na tsy fantatra ny ray aman-dreniny na maty.

And. 37- Ny fananganana feno iraisam-pirenena atao amin'ny zaza izay napetraka any amin'ny rafitra ka anisan'izany ny akany mpiahy dia tsy misokatra afa-tsy ho an'ireo izay voasoratra ao amin'ny lisitr'ireo zaza azo atsangana ao amin'ny manampahefana ivony.

And. 38- Azo apetraka ao amin'ny rafitra nahazo alalana ka anisan'izany ny akany mpiahy :

- ireo zaza nambara fa tsy misy mpiahy araka ny paikady voalazan'ny andininy faha-39 ;

- ireo zaza izay napetraka ao amin'ilay rafitra tamin'ny alalan'ny didy fametrahana vonjimaika nataon'ny mpitsara ny ankizy araka ny fangatahan'ny ray aman-dreniny na ilay olona izay araka ny lalàna na ny fomba amam-panao, manam-pahefana aminy sy nangalana ny fankatoavany mazava.

Ny zaza rehetra nampandraiketina ny rafitra nahazo alalana ka anisan'izany ny akany fiahiana dia tsy azo heverina ho azo atsangana raha tsy mahafeno ireo fepetra voalazan'ny andininy faha-36 amin'ity lalàna ity.

And. 39- Didy avoakan'ny mpitsara ny ankizy no anambaràna fa tsy misy mpiahy ny zaza.

Io didy io dia tsy azo avoaka raha tsy misy fampisehoana ny fitanana antoratra nanaovana fanadiadiana sy ny taratasy milaza fikarohana tsy nahitam-bokany izay natao tao anatin'ny fe-potoana enim-bolana raha kely indrindra nanomboka tamin'ny nandraisan'ny mpiandraikitra ny fikarohana ny fandikandalàna ny raharaha.

And. 40- Raha ambaran'ny mpitsara ny ankizy fa tsy misy mpiahy ny zaza, dia amin'io didy io ihany no amindrany ny fahefan'ny ray aman-drenin'ny zaza amin'ny olona na akany na rafitra izay nandray ny zaza na nametrahana azy.

And. 41- Raha mbola misy mpiahy ny zaza na mbola velona any ny ray aman-dreniny ka fantatra, dia takiana ny fankatoavan'ny andaniny sy ny ankilany ny fananganana.

Raha maty ny iray amin'ireo ray aman-dreniny na tsy afaka maneho ny heviny, dia ny fankatoavan'ny iray dia ampy, aorian'ny nangalana ny hevitra ny fianakavian'ilay maty.

Raha samy maty izy roa na samy tsy afaka maneho ny heviny, ny fankatoavana dia omen'ilay olona izay, araka ny lalàna, ny fomba amam-panao, manam-pahefana amin'ilay zaza aorian'ny nangalana ny hevitra ny filankevitry ny fianakaviana.

Raha misy tsy fitovian-kevitra, dia ny tombontsoa ambonin' ny zaza no raisina mialoha.

And. 42- Ny fankatoavana ny fananganan-jaza dia raisina amin'ny fiakaran'ny fe-potoana enim-bolana manomboka amin'ny nahazoana ny didy fametrahana vonjimaika. Mandritra io fe-potoana io, ireo olona izay nanao ny fankatoavana fananganan-jaza dia toroana hevitra, ampahafantarina ary

omanina ny amin'ny vokatry ny fankatoavana nataony any aoriana.

Ny fankatoavana fananganan-jaza ataon'ny reny dia tsy azo omena raha tsy aorian'ny fahaterahan'ny zaza ary izany dia atao eo anatrehan'ny mpitsara ny ankizy.

Hamarinin'ity farany fa tsy nosandaina vola na setriny hafa io fankatoavana io ary nifototra tamina fanazavana mazava.

Io fankatoavana noraisina io dia voarakitra amin'ny didy nasiana antony mazava.

And. 43- Ny olona izay nilaina ny fankatoavany, dia afaka misintona izany ao anatin'ny fe-potoana telo volana manomboka amin'ny vanin'andron'ny didy voatondron'ny andininy voalaza etsy aloha araka ny fombafomba teo ihany.

And. 44- Raha tsy niharan'ny fisintonana ny fankatoavana, dia karakarain'ny rafitra nahazo alalana isan'izany ny akany ny atonta-taratazin'ilay zaza. Alefa any amin'ny manampahefana ivony izany atontan-taratasy izany ho tatitra mety ho fananganan-jaza mba hanoratana azy amin'ny lisitry ny zaza azo atsongana.

TOKO III NY PAIKADIN'NY FANANGANAN-JAZA FENO

Sokajy I Dingana ara-pitondran-draharaha

And. 45- Ny fangatahana fananganan-jaza feno eto an-toerana sy iraisam-pirenena rehetra dia tsy maintsy apetraka ao amin'ny manampahefana ivony.

Ny fangatahan'ny mpangataka monina any ivelany maniry hanangana zaza malagasy dia tsy maintsy apetraka ao amin'ny manampahefana ivon'ilay firenena handray ilay zaza.

Ny fangatahan'ny mpangataka vahiny monina eto Madagasikara dia tsy maintsy apetraka ao amin'ny manampahefana ivony malagasy.

And. 46- Ny antontan-taratasy fangatahana fananganan-jaza ataon'ny mpangataka dia tsy maintsy asiana ireo taratasy takiana izay nofaritan'ny didim-panjakana noraisina tao amin'ny filan-kevitry ny Governemanta.

And. 47- Ireo fifandraisana rehetra mikasika fananganan-jaza iraisam-pirenena dia atao manokana ara-pomba diplomatika eo amin'ny manampahefana ivon'ny firenena mpandray sy manam-pahefana ivony malagasy.

And. 48- Amin'ny paikady anaovana ny fananganana iraisam-pirenena rehetra, ny manampahefana ivon'ny firenena mpandray no mandefa ny antontan-taratasy any amin'ny ministeran'ny raharaham-bahiny malagasy amin'ny alalan'ireo solontena any amin'ny konsily na diplomatika malagasy ao amin'ny firenena mpandray.

And. 49- Ny Ministeran'ny raharaham-bahiny no misahana ny fanomezana ny atontan-taratasin'ireo mpangataka any amin'ny manam-pahefana ivony malagasy.

And. 50- Ny manampahefana ivony malagasy no misahana ny fanolorana ray aman-dreny ny zaza rehefa eo an-tanany ny antontan-taratasy.

And. 51- Aorian'ny filazana nataon'ny olona na ny rafitra nahazo alalana ka anisan'izany ny akany fiahiana izay nametrahana ny zaza, ny manampahefana ivony dia mandefa ny vinavina fanolorana ny zaza any amin'ny manam-pahefana ivon'ny firenena mpandray mba azahoana ny fanekena na ny fandavan'ny iray na ireo mpanangana.

Ny antontan-taratasy mikasika ny zaza dia ampiarahina amin'io vinavina io.

Ny fanapahan-kevitry ny iray na ireo mpanangana dia tokony ho tonga any amin'ny manampahefana ivon'ny firenena mpandray ao anatin'ny fe-potoana enim-bolana manomboka amin'ny naharaisan'ny iray na ireo mpanangana ny antontan-taratasy.

Raha manaiky ny iray na ireo mpanangana dia alefan'izy ireo miaraka amin'ny antontan-taratasy ny fangatahana.

And. 52- Aorian'ny faneken'ny iray na ireo mpanangana, ny manampahefana ivon'ny firenena mpandray dia mandefa ny antontan-taratasy any amin'ny manampahefana ivony malagasy mba hitohizan'ny paikady.

Raha misy fandavana dia averina any amin'ny manampahefana ivony malagasy ny antontan-taratasy ao anatin'ny fe-potoana voalazan'ny andininy teo aloha.

And. 53- Raha misy faneken'ny iray na ireo mpanangana, ny

manampahefana ivony malagasy dia tsy maintsy manao filazana nasiana antony ao anatin'ny iray volana manomboka amin'ny daty nandraisana ny antontan-taratasy.

And. 54- Ny manampahefana ivony malagasy dia mandefa avy hatrany ny antontan-taratasy mikasika ny paikadin'ny fananganan-jaza any amin'ny filohan'ny fitsarana misy ny toeram-ponenan'ny zaza ho amin'ny dingana ara-pitsaràna.

Sokajy II

Dingana ara-pitsaràna

And. 55- Ny antontan-taratasy dia ampidirina amin'ny fotoam-pitsarana voalohany araka izay azo atao.

And. 56- Omena fe-potoana fitsapana iray volana ireo mpanangana amin'ny alalan'ny didy avoakan'ny filohan'ny fitsarana mahefa na mpitsara notendrena hisolo azy mba hifankazarana amin'ilay zaza.

Mandritra io fe-potoana io dia tsy maintsy miseho eo anatrehan'ny fitsarana izy ireo miaraka amin'ny zaza atsangana amin'ny daty voalazan'ny mpitsara.

And. 57- Ny na ireo mpanangana dia afaka miverina amin'ny heviny mandritra ny fotoana fitsapana.

Io fanapahan-kevitra io dia raiketina amin'ny alalan'ny didy avoakan'ny mpitsara.

And. 58- Ny antontan-taratasy mikasika ny paikady fananganan-jaza dia alefa any amin'ny fampanoavana izay tsy maintsy mandray ny takiny ao anatin'ny fe-potoana 3 andro naharaisana ny atonta-taratasy.

And. 59- Ny raharaha dia atao famotorana araka ny fomba mahazatra ary tsy atao ampahibemaso ao anatin'ny fanajana ny fepetra voalazan'ny andininy faha-6 etsy ambony.

Ny didim-pitsaràna dia avoaka ampahibemaso.

Ny fampahafantarana dia atao ao anatin'ny 5 andro namoahana ny didim-pitsarana.

And. 60- Ny fangatahana fanovàna didy dia misokatra ho an'ny mpiady afa-tsy ny fanohanana.

And. 61- Tsy azo tohizana ny paikady raha maty mandritra ny fotoana andehanan'ny raharaha eo anoloan'ny fitsarana ny mpanangana.

Na izany aza, raha niraisan'ny mpivady ny fananganana, ka raha maty mandritra ny fotoana andehanan'ny raharaha eo anoloan'ny fitsarana ny iray amin'izy roa, izay sisa velona amin'izy mivady dia afaka manohy ny paikady.

And. 62- Tsy terena ny fakana mpiaro ary ny mpanao fananganana no miantoka ny sarany.

And. 63- Ny fivoahan'ny zaza ny tanin'ny Repoblikan'i Madagasikara dia tsy tanteraka raha tsy efa raikitra ny didy.

And. 64- Mba hamenoana ny sarany sy ny fandania, ny fandraisana anjara ara-bolan'ny mpanangana dia ho faritan'ny didim-panjakana raisina eo amin'ny filan-kevitra ny Governemanta.

And. 65- Alefa mba ho raiketina amin'ny rejisitry ny soram-piankohonana eo amin'ny toerana nahaterahan'ilay zaza ny dika mitovin'ilay didy mamoka ny fananganana feno.

Raha vao vita ny fananganana, dia tsy maintsy miaraka amin'ny zaza ny kopian'ny soram-piankohonana misy filazàna ny fananganana, ny pasipaoro, ireo sonia fanamarinana sy taratasy filazàna ilaina amin'ny famindrana azy.

Sokajy III

Ireo vokatry ny fananganan-jaza feno

And. 66- Tsy azo atohitra ny olon-kafa ny fananganan-jaza feno raha tsy amin'ny andro nanoratana ny didy fananganan-jaza ao amin'ny rejisitry ny fiankohonana ao amin'ny toerana nahaterahan'ny zaza.

And. 67- Ny didy fananganan-jaza iraisam-pirenena navoakan'i Madagasikara dia nekena avy hatrany araka ny lalàna, ireo firenena hafa izay nampanan-kery ny Fifanarahana tao La Haye mikasika ny fiaraha-miasa sy ny fiarovana ny zaza amin'ny fananganan-jaza iraisam-pirenena tamin'ny 29 May 1993.

Aorian'ny fahataperan'ny fe-potoana ahazoana manao fanovàna didy, dia mamoka taratasy fanamariham-pitoviana ny manampahefana ivony.

And. 68- Ny fananganan-jaza feno dia tsy azo tsoahana.

And. 69- Ny fananganan-jaza feno, an'ny firenena na iraisam-pirenena, dia mitarika fahatapan'ny fifamatorana eo amin'ny natsangana sy ny fianakaviany niandohany ary manome ny natsangana ny satan'ny zaza nateraka eo an'ivon'ny fianakaviana nanangana.

Na izany aza, ny fananganana feno ny zanaky ny iray amin'ny mpivady dia mampitoetra ny fianahana niandohana amin'ilay vady.

And. 70- Ny ray aman-dreny nanangana dia tsy maintsy manatanteraka ireo adidin'ny ray aman-dreny manoloana ny zaza natsangana.

And. 71- Ny olona monina any ivelan'ny firenena Malagasy ka nanangana zaza taty Madagasikara dia tsy maintsy mandefa, isaky ny enimbolana mandritra ny taona voalohany ary isan-taona ho an'ireo taona manaraka, tatitra mikasika ny fidiran'ny zaza ao amin'ilay fianakaviana vaovao mandrapaha tonga taona azy.

Ny tatitra izay natao dika roa mitovy dia omena ny manampahefana ivon'ilay firenena nampiantrano izay miantoka ny fandefasana azy any amin'ny manampahefana ivony Malagasy.

Ny dika mitoviny dia omena ny rafitra nahazo fankatoavana ary isan'izany ny akany izay nivoahan'ilay zaza.

And. 72- Araka ny fanekena fiaraha-miasa eo amin'ny manampahefana ivon'ny firenena nampiantrano sy ny manampahefana ivony Malagasy, ny manampahefana ivon'ilay firenena nampiantrano dia tsy maintsy ihany koa manao tatitra an-tsoratra momba ny fidiran'ny zaza ao amin'ny tontolo vaoavaom-pianakaviany sy sosialy ary mandefa izany tatitra izany any amin'ny manampahefana ivony Malagasy, mitovy amin'ny hatetika voalazan'ny andininy faha 72, manomboka amin'ny taona nanaovana ny fananganana sy hatramin'ny taonan'ny fahazakan-tena.

And. 73- Ny banky ny fahafantarana mikasika ny fanadihadiana momba ny niandohan'ny zaza dia napetraka eo amin'ny manampahefana ivony sy ny minisitara misahana ny atitany. Tsiambaratelo ireo fanadihadiana ireo.

Tsy misy afa-tsy izy tompon-tenany sy ny taranany no afaka mizaha izany rehefa nanao fangatahana.

LOHATENY III**FEPETRA FARANY**

And. 74- Hisy rijan-teny aman-pitsipika ho raisina raha ilaina ho fampiharana ity lalàna ity.

And. 75- Foana izay fepetra mifanohitra amin'ity lalàna ity indrindra ny andininy faha 51 ka hatramin'ny faha 78 amin'ny Lalàna laharana faha 63-022 tamin'ny 20 novambra 1963 mikasika ny fianahana, fananganan-jaza, ny fanarian-janaka ary ny fiahiana.

Antananarivo, faha

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

NY SEKRETERA,

LAHINIRIKO Jean